



**HAL**  
open science

## Kaliningrad : “ l’exclave ” russe rêve d’intégration européenne

Vladimir Kolossov, Jean Radvanyi

► **To cite this version:**

Vladimir Kolossov, Jean Radvanyi. Kaliningrad : “ l’exclave ” russe rêve d’intégration européenne. Regards de l’Observatoire franco-russe, 2014. hal-01436140

**HAL Id: hal-01436140**

**<https://inalco.hal.science/hal-01436140>**

Submitted on 16 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Vladimir Kolossov et Jean Radvanyi,**

## **Kaliningrad : l'« exclave » russe rêve d'intégration européenne.**

Depuis que l'URSS a éclaté, en décembre 1991, l'oblast (région) de Kaliningrad se trouve en position singulière, territoire russe détaché du reste de la Fédération, enclavé (on parle à son propos d'exclave) entre la Pologne et la Lituanie. La crise des années 1990 a durement éprouvé cette région qui a acquis alors une image négative de « point chaud » européen. Entre temps, ses deux voisins sont entrés dans l'Union européenne (UE) et la région a lutté plutôt efficacement contre les problèmes provoqués par son enclavement, retrouvant un certain dynamisme. Toutefois, en 2010, on vit s'y développer une vive contestation des dirigeants régionaux et, au-delà de leur personne, de la stratégie adoptée par le pouvoir fédéral pour cette région spécifique.

Alors que les relations entre la Russie et l'Union européenne sont compliquées par les négociations difficiles sur les questions énergétiques, perturbées par la proposition de Partenariat oriental vers l'Ukraine et d'autres Etats de l'ex-URSS, quelle peut être la place de Kaliningrad ? Une partie des élites locales voudraient en faire la région modèle d'un nouveau type de rapports entre Moscou et Bruxelles. Mais est-ce compatible avec l'évolution d'une fédération aux fonctionnements centralisés ? Alors que s'approchent des échéances décisives (la fin prévue, en 2016, des exceptions douanières et tarifaires liées à l'existence de la Zone économique libre « Yantar' » -Ambre-), quels sont les atouts et les contraintes de cette région si singulière ?<sup>1</sup>.

### **Une région stratégique malmenée par l'histoire**

Anéantie sous les bombes anglaises en août 1944<sup>2</sup>, la ville de Königsberg n'était qu'un champ de ruines quand l'armée soviétique y pénétra en 1945. On sait comment Staline obtint, lors de la conférence de Potsdam, un tiers de ce qu'on appelait auparavant la Prusse orientale, les deux tiers restant étant dévolus à la Pologne. Dans les deux pays, cette annexion fut d'abord suivie par une épuration ethnique quasi totale des populations allemandes qui avaient survécu au conflit, chassées massivement vers l'Allemagne. C'est donc une nouvelle population qui s'installa, venant, côté soviétique, de toutes les régions du pays avec une nette dominante

---

<sup>1</sup> L'article est basé sur les résultats d'un projet commun du Fond russe de recherches (RFFI) et du CNRS « Formation du nouvel espace frontalier de l'Union européenne, approches théoriques et enjeux pratiques ». En 2012 a été réalisé dans ce cadre un sondage de 675 étudiants de trois universités, Kaliningrad, Gdansk et Klaipeda. Les auteurs tiennent à remercier les collègues qui ont permis cette étude : G.M. Fedorov et E.S. Fidre (Université Balte de Kaliningrad), T. Palmovski et I. Bendt (Gdansk) et E. Spiriaevs (Klaipeda)

<sup>2</sup> Contrairement à l'idée reçue selon laquelle la ville aurait été détruite par les soviétiques lors de leur assaut en avril 1945, Königsberg fut anéanti lors de deux grands raids de la RAF fin août 1944. Le commandement de la RAF estima que 41 % des immeubles avaient été détruits et 20% de son industrie.

russe<sup>3</sup>. La part des résidents nés sur place n'était que de 41% en 1989 (à peine plus de 50 % aujourd'hui), un des plus faibles taux de Russie. La stratégie de reconstruction choisie après le conflit mondial par le pouvoir soviétique marque encore profondément le paysage régional.

L'ensemble des toponymes allemands fut remplacé par de nouveaux noms soviétiques, la ville et la région renommées Kaliningrad dès juillet 1946. L'accès de cette région très militarisée, rattachée à la République de Russie (RSFSR)<sup>4</sup>, fut interdit aux étrangers jusqu'à la fin de l'URSS. Nettement plus faible en nombre, la nouvelle population rurale n'occupa que partiellement les terres agricoles et des centaines de petits villages disparurent. Aujourd'hui encore, les campagnes de l'oblast produisent une sensation d'abandon, une grande partie des anciennes terres agricoles étant gagnées par la forêt ou les marécages. Les rendements agricoles des exploitations actives ne sont pas si faibles, proches de ceux des régions polonaises et lituaniennes voisines. Mais on continue d'assister à une réduction des terres emblavées qui ont encore diminué de moitié depuis 1991.

La capitale régionale fut certes reconstruite mais sur un mode opposé à celui choisi par les autorités polonaises à Gdansk (Dantzig). Alors que dès les années 1950, les Polonais prirent soin de reconstituer pratiquement à l'identique le cœur historique de cette ville, devenue aujourd'hui un centre touristique majeur qui accueille des millions de visiteurs, les Soviétiques firent disparaître toute trace germanique de Kaliningrad (Königsberg) à l'exception de quelques places dans le centre, de la cathédrale et du tombeau de Kant qui lui est accolé. Les restes du célèbre château furent dynamités en 1967, pour faire place à un hideux bâtiment en béton destiné aux directions régionales du PCUS et des Soviets, qui n'était toujours pas achevé avant la fin de l'URSS. La ville perdit son caractère hanséatique ce que d'aucuns regrettent aujourd'hui. Un entrepreneur avisé a reconstitué récemment quelques maisons dans ce style sur un quai du centre mais l'âme de la ville a définitivement disparu. C'est finalement dans les villes côtières, -elles ont conservé leurs fonctions de cités balnéaires-, que l'on retrouve quelques traces de l'architecture germanique, cultivées aujourd'hui afin d'attirer les visiteurs.

La fin de la période soviétique fut particulièrement difficile. Les activités de pêches, secteur dynamique de l'après guerre<sup>5</sup>, périclitèrent, la flotte de pêche étant peu à peu démembrée. Les activités militaires elles-mêmes se réduisirent dès le début des années 1990. Bien que les autorités fédérales continuent de considérer cette façade maritime libre de glace comme stratégique, les éléments essentiels en furent évacués par étape : la base navale de Baltiisk

---

<sup>3</sup> Les Russes comptaient pour 78% des 600 000 habitants recensés en 1959, suivis par les Biélorusses (9%) les Ukrainiens (6) et les Lituaniens (3,5). En 2010, on compte 82 % de Russes, 3,5 % de Biélorusses et autant d'Ukrainiens sur 941 000 habitants. La population de ce territoire est évaluée à 1 165 000 hab. en 1939 (*Atlas, 2011, op. cité*).

<sup>4</sup> Ce fut là une décision stratégique de Staline de ne pas la rattacher à la Lituanie soviétique. C'est pour cette raison qu'en 1991, elle resta russe alors que certains voisins lituaniens ou polonais contestaient cette attribution.

<sup>5</sup> En 1989, l'URSS arrivait en tête pour le volume de pêche (11 millions de t par an). La flotte océanique basée dans la région fournissait environ 10% de ces prises, traitées par 25 grandes entreprises localisées dans la région qui concentrait 40 % du potentiel technique et scientifique de ce secteur (Fedorov, 1996).

(Pillau) et d'autres installations furent réduites voire transférées au secteur civil entraînant une forte réduction de l'activité économique régionale. En 2002, les forces militaires terrestres présentes dans l'oblast étaient évaluées à 10 500 hommes contre plus de 100 000 en 1993, et au total on ne comptait plus qu'environ 25 000 militaires en ajoutant la marine, les forces aériennes et les forces frontalières<sup>6</sup>.

Séparée désormais physiquement du reste de la Fédération (par voie terrestre, il faut franchir au moins deux frontières pour aller vers la « grande Russie », lituanienne et biélorusse), et insérée géographiquement depuis 2004 entre deux des nouveaux Etats de l'UE, la Pologne et la Lituanie, la région se trouva, au début des années 2000 au cœur d'un véritable bras de fer entre le Kremlin et Bruxelles.

### **En Europe, en Russie, une place incertaine**

Le début des négociations pour l'adhésion à l'Union européenne de la Pologne et des trois Etats baltes ouvrit une période délicate, d'autant que parallèlement au rapprochement avec l'UE, ces quatre Etats négociaient aussi leur adhésion à l'OTAN ce que le pouvoir russe chercha à éviter ou retarder de diverses façons. S'agissant de la population de Kaliningrad, les présidents russes successifs ne cessèrent de réclamer un droit de passage sans visa par les routes dédiées ou par un train sans arrêt (ou l'attribution d'un visa Schengen permanent) entre l'exclave et le reste de la Fédération, ce que ni la Lituanie ni la Commission européenne ne voulaient accorder. Au terme de longues négociations, la Fédération russe et l'Union européenne signaient le 11 novembre 2002 une déclaration commune instaurant « temporairement » un régime spécifique permettant aux habitants de l'exclave titulaires d'un passeport international de voyager entre Kaliningrad et les autres régions russes à travers la Lituanie, soit en voiture avec le *Facilitated Transit Document (FTD)* accordé pour trois ans contre cinq euros soit en train avec le *Facilitated Rail Transit Document (FRTD)*, ces deux documents ne permettant pas de séjourner dans la zone Schengen. Parallèlement, un accord était conclu, en avril 2004, exemptant de taxes douanières les marchandises en transit traversant le territoire lituanien. Toutefois, le tarif élevé des droits de transports ferroviaires à travers la Lituanie (30% plus chers que vers d'autres ports baltes) diminuent l'atout concurrentiel de l'enclave par rapport à d'autres ports russes du Nord-Ouest. (<http://www.rg.ru/2013/09/10/reg-szfo/dorogi.html>). Ce facteur réduit l'avantage compétitif de Kaliningrad vers les autres régions de Russie et explique en partie le prix élevé des biens de consommation dans l'enclave.

Un élément déterminant du rebond de l'économie régionale fut la création en 1996, d'une Zone économique libre (ZEL) appelée « Yantar » (Ambre). Son statut permettait d'importer des matières premières ou pièces détachées sans taxe et exporter la production si celle-ci comprenait au moins 30% de valeur ajoutée (15% pour l'électronique et l'équipement ménager). D'importants investissements d'Etat furent consacrés à assurer l'approvisionnement électrique de la région suite à la fermeture de la centrale nucléaire lituanienne d'Ignalina. On construisit la centrale thermique TETs2 de Kaliningrad qui permit à la région d'exporter de l'énergie, rôle qui devait se renforcer avec le projet d'une centrale

---

<sup>6</sup> Cité par I. Oldberg *Kaliningrad in des Sicherheits- und Militärpolitik Russland*, Osteuropa N°2-3, 2003

nucléaire. L'ouverture d'une nouvelle ligne ferry Baltiisk-Saint-Pétersbourg contribua au désenclavement et facilita la création de plusieurs clusters industriels dans la région (automobile, composants électroniques) fonctionnant sur la base de ces échanges (Fedorov 2010).

Plus de 70% de la production industrielle de la région sont assurés par des entreprises bénéficiant de ces mesures et elles comptent pour plus du quart du produit régional. L'exemple le plus probant des effets bénéfiques de la ZEL fut la création d'Avtotor, une usine de montage d'automobiles installée près de Kaliningrad. En 2012, Avtotor a produit 265 000 véhicules BMW, General Motors, Kia et Hyundai. L'usine assure environ la moitié du produit régional. Selon la Loi fédérale de 2006 en vigueur définissant le statut de la ZEL, les avantages douaniers dont bénéficiaient les entreprises enregistrées avant 2006 étaient maintenus jusqu'en 2016. Les nouvelles entreprises bénéficiaient d'avantages fiscaux qui ont attiré un fort flux d'investissements, assurant des rythmes de croissance du PIB et de l'industrie régionale supérieurs à la moyenne du pays.

Pour autant, l'activité économique de la région demeure fragile. La majorité des experts estiment que le régime de préférence fiscale qui doit remplacer les avantages douaniers après 2016 ne compensera plus les charges à l'importation des entreprises de l'exclave. Le changement de statut pourrait entraîner une diminution des volumes de production voire la fermeture de certains secteurs (électronique, industrie légère et du bois).

Une part importante des revenus de la population vient toujours des échanges commerciaux transfrontaliers : jouant sur la différence de prix de part et d'autre de la frontière, les locaux effectuent une part considérable de leurs achats en Pologne (ce qui réduit d'autant les chiffres du commerce de détail dans l'exclave) alors que les Polonais viennent acheter côté russe de l'essence, du tabac et des alcools moins taxés que chez eux. Notre sondage révèle que 61,1% des étudiants de la BFU (Université fédérale balte de la ville) ont visité la Pologne et 47,6% la Lituanie. 30,2% se rendent en Pologne pour y faire leurs courses, 54,8% pour le tourisme et les activités récréatives (respectivement 15,9% et 41,3% pour la Lituanie).

Jusqu'en 2003, il n'y avait pas de régime sans visa entre Russie et Pologne mais jusqu'en 2007 –année d'entrée de celle-ci dans la zone Schengen, les habitants de l'exclave pouvaient obtenir gratuitement un visa multiple sans invitation. La situation se détériora après 2007 et afin de surmonter ces difficultés, après plusieurs années de négociation, un accord russo-polonais instaura en septembre 2012 un régime de petits déplacements transfrontaliers. Du côté russe, il couvre toute la région de Kaliningrad et, du côté polonais, les deux Voïvodies frontalières, celles de Poméranie et de Varmie-Mazurie, incluant Gdansk, Gdynia et Sopot. En dépit des queues, les premiers résultats de 2013 font état de six millions de passages soit moitié plus qu'en 2012<sup>7</sup>. La zone transfrontalière a vu se développer un « tourisme de consommation » conforté par l'égalisation des revenus entre l'exclave et les régions polonaises voisines, en tenant compte du niveau de prix plus bas pour la plupart des marchandises côté polonais. Effet immédiat, dans toutes les petites villes frontalières polonaises, de grands supermarchés ont poussé comme des champignons, s'appêtant à accueillir les clients de Kaliningrad au risque de voir s'effondrer les services et petites entreprises de l'exclave qui ne peuvent supporter pareille concurrence.

Le nombre de visiteurs russes vers les villes frontalières de Pologne surpasse certainement celui des visiteurs polonais à Kaliningrad. Les Polonais viennent surtout acheter

---

<sup>7</sup> Малое приграничное передвижение – как мы вместе пережили этот год?  
<http://www.shopping-gdansk.ru/index.php/ru/news-turizm/302-maloe-prigranichnoe-peredvizhenie>

de l'essence (la voiture type de ces passeurs est la Volkswagen Passat avec son réservoir de 100 l...) du tabac et de l'alcool. La contrebande d'essence russe, qui atteint 6% de la consommation nationale, est devenue un problème sérieux pour les autorités polonaises. Un des facteurs de l'asymétrie de ces échanges, confirmé par notre sondage, est l'existence de stéréotypes négatifs sur l'exclave et la Russie en général, très répandus en Pologne. Les jeunes polonais conservent une image catastrophique de Kaliningrad, ville supposée dangereuse, en proie à diverses maladies.

Une comparaison plus précise des indicateurs économiques et sociaux des régions immédiatement voisines suggère que la situation n'est pas aussi contrastée. Parmi les régions de l'Okroug fédéral Nord-Ouest, Kaliningrad n'est devancé que par Saint-Petersbourg et par le District des Nénets qui bénéficie de son statut de producteur d'hydrocarbures. L'exclave a relativement mieux surmonté les effets de la crise de 2008 et ses résultats sont proches de ceux des régions de Léningrad et Vologda considérées comme dynamiques. Le salaire moyen mensuel dans la région de Kaliningrad corrigé par le pouvoir d'achat (716 dollars par mois en 2012) n'est pas très inférieur à celui des régions voisines, 805 \$ en Poméranie et 762 dans la région de Klaïpeda. Effet de ce dynamisme économique relatif, la situation démographique de l'oblast est relativement favorable grâce à un solde migratoire positif. Cela contraste avec les districts voisins de Lituanie qui voient, depuis leur intégration dans l'UE, une partie de leurs habitants quitter la région sur fond de décroissance démographique. Toutefois, les données d'espérance de vie et de mortalité témoignent à Kaliningrad de la persistance de pathologies sociales (alcoolisme, drogue).

Au cours des années 2000, des signes de tension apparaissent cependant dans la région et s'ils se cristallisent sur la personne de Georgi Boos, gouverneur de 2005 à 2010, les meetings qui se succèdent début 2010 révèlent un trouble plus profond. Les manifestants reprochent aux autorités fédérales de ne pas tenir assez compte des spécificités de leur situation d'exclave. La situation de l'emploi demeure fragile, la quête d'emplois qualifiés problématique pour les jeunes diplômés, les déplacements vers le reste du pays coûteux et donc peu fréquents. Comme l'indique un observateur, « dans les années 2000, a grandi une génération de Kaliningradois qui n'a jamais visité la « Grande Russie »<sup>8</sup>. Le gouvernement local en est réduit à proposer un programme de voyages offerts aux jeunes pour visiter Moscou et Saint-Petersbourg dénommé « Nous sommes des Russiens » (*My – Rossiane*). Un élément décisif du mécontentement tient au fait que la majorité des locaux comparent leur situation à ce qu'ils observent directement dans les deux pays voisins, sachant que 83% d'entre eux s'y sont déjà rendu, souvent de nombreuses fois. Au-delà des critères objectifs que sont les niveaux de prix, de services, ils observent aussi la façon dont fonctionnent les administrations locales, dont sont traitées les questions sensibles comme l'éducation, les phénomènes de corruption et les disparités de revenus qui ont particulièrement augmenté dans l'exclave.

Dans le même temps, on observe un regain de tension sur le plan extérieur : l'annonce du possible déploiement du bouclier anti-missile américain en Pologne, vivement critiquée par Moscou, a conduit le président Medvedev, dès novembre 2008, à annoncer la possible installation de missiles Iskander près de Kaliningrad provoquant un vif émoi dans les deux pays limitrophes et sur place. Les habitants de la région se sentent alors pris en otage dans un enjeu qui les dépasse, craignant que ces menaces, qui renforçaient l'image négative de

---

<sup>8</sup> Olesia Geresimenko, « Russie désunie », *Kommersant Vlast* 10/09/2012.

l'exclave chez leurs voisins, n'affaiblissent encore son attractivité économique<sup>9</sup>. Ces manifestations de mécontentement sont amplement commentées dans la presse fédérale russe qui évoque même ouvertement –ne serait-ce que pour les relativiser- la montée de sentiments autonomistes<sup>10</sup>. Sur le plan intérieur, ces alarmes sont entendues : fait rare à cette époque, le Kremlin ne reconduit pas le mandat de G. Boos qui, en septembre 2010, est remplacé par un politicien local, Nikolai Tsoukanov, ce qui est perçu comme un limogeage. Pour autant, si les manifestations se sont raréfiées, les questions de fond demeurent en suspend. Aux élections de mars 2012, V. Poutine obtient dans l'oblast son second plus mauvais score (52,5 %) après la ville de Moscou (46,9%).

## **Des débats pour l'avenir**

Interrogés par différents sondages et dans le cadre de notre enquête auprès des étudiants, les habitants de la région révèlent une attitude ambivalente sur la façon dont ils perçoivent leur situation. D'un côté, ils ne conçoivent pas d'être détachés de la Russie. Il n'y a pas de mouvement séparatiste dans l'enclave. Pour autant, leur conception du rôle de la région dans l'ensemble russe n'est pas sans poser de multiples questions. De nombreux éléments objectifs les insèrent dans une pratique d'échanges au sein de ce qui est sans doute un de meilleurs exemples de région transfrontalière entre la Russie et l'UE. A l'Université fédérale Balte « Emmanuel Kant », cela se traduit par la multiplication des échanges d'étudiants, des partenariats de coopération. Mais on suit ce mouvement sur bien d'autres plans. Après des années de bataille, les édiles locaux de Baltiisk ont obtenu l'ouverture aux civils de leur ville et la création d'un terminal de portes conteneurs qui facilite la desserte des entreprises de la région.

Les souhaits d'une meilleure intégration Russie-Union européenne prennent ici des formes massives et organisées. Sans parler de ceux qui se voient déjà jouer le rôle d'un Singapour ou d'un Hong Kong de la Baltique, différents leaders ou mouvements locaux proposent des programmes complets d'amélioration de cette coopération, revendiquant ouvertement que la singularité géographique de leur oblast soit enfin pleinement prise en compte et que Moscou cesse d'appliquer un cadre fédéral unique dans le traitement des problèmes de leur région. C'est là un véritable enjeu pour les autorités fédérales. Les observateurs locaux rappellent souvent la proposition faite par V. Poutine à Helsinki en 1999, de faire de leur oblast une « région pilote » de l'intégration européenne. L'impression prévaut aujourd'hui que cette idée est oubliée et que les problèmes spécifiques sont noyés dans une stratégie fédérale globale. Cette contradiction prend des formes directes : interrogés dans le cadre de notre enquête, 53,6% lient leur destin à un changement de domicile mais 6,3% seulement envisagent de gagner Moscou ou Saint-Pétersbourg, et 40,5% envisagent d'émigrer. 69,8% voient l'avenir de leur région dans une coopération avec l'UE et 11% seulement avec d'autres régions de Russie.

Les années qui viennent s'annoncent décisives. Alors que quelques grands projets d'infrastructure semblent abandonnés, comme la construction dans l'enclave d'une centrale

---

<sup>9</sup> En décembre 2013 le président Poutine annonce que les missiles Iskander n'étaient plus à l'ordre du jour.

<sup>10</sup> Solomon Ginzbourg : « Il n'y a pas de danger séparatiste ; la conscience de Kaliningrad : le dialogue contre les tendances centrifuges », *Nezavisimaïa Gazeta* 22/12/2009.

nucléaire qui aurait remplacé celle d'Ignalina en Lituanie<sup>11</sup>, les observateurs redoutent déjà les effets de l'annulation prévisible des allègements douaniers et fiscaux liés à la Zone économique en 2016. En principe, et cela découle aussi de l'adhésion de la Russie à l'OMC, ces avantages ne seront pas renouvelés et certaines entreprises mixtes prennent déjà les devants en délocalisant une partie de leur production dans d'autres Etats voisins.

Prenant conscience de l'actualité des problèmes de l'exclave, le gouvernement fédéral a adopté en 2013 un programme d'Etat « Développement socio-économique de la région de Kaliningrad jusqu'en 2020 » qui prévoit plus de 446 milliards de roubles (environ 10 milliards d'euros) de subventions et la création de 170 000 emplois. Les priorités de la première étape du programme (2013-2015) sont le développement des infrastructures sociales, énergétiques et de transport (ports et routes) de la région afin de la préparer à « l'enjeu 2016 ». Lors de la seconde étape (2016-2020), l'accent serait mis sur l'ouverture de nouvelles entreprises et la préparation du championnat de football de 2018 en augmentant fortement les investissements directs étrangers<sup>12</sup>. On prévoit la création de nouveaux clusters dans l'automobile et la biochimie, le développement des activités de logistique, des logements sociaux et des établissements éducatifs.

Mais dans quelle mesure un programme aussi ambitieux est-il réalisable dans les conditions du déficit budgétaire et l'état des marchés mondiaux ? Les pouvoirs fédéraux sauront-ils prendre en compte réellement les spécificités de la région ? Nombreux sont ceux qui estiment que la stratégie commune doit être plus souple et s'adapter à certaines situations. Après tout, n'est-ce pas déjà le cas pour l'Extrême-Orient russe, ou, pour prendre un tout autre exemple, dans la Tchétchénie de Ramzan Kadyrov ?

## Bibliographie

*Atlas Kaliningradskaïa Oblast*, Izd. Kolleksiia, Kaliningrad 2011, 96 pages.

*Die Zukunft Kaliningrads*, numéro spécial de *Osteuropa*, N°2-3 2003

Федоров Г.М., Экономическое и социальное развитие Калининградского региона и зарубежных постсоциалистических стран Балтийского региона. – М.: Владос, 1996.

Neuschäffer H. *Das Königsberger Gebiet*, Plön 1991

Tétart Franck, *Géopolitique de Kaliningrad*, PUPS 2007

Possible tableau :

	<b>Région de K.</b>	<b>Russie</b>	<b>Pologne</b>	<b>Lituanie</b>
Dépenses budgétaires par hab. R/an	37945	89210	84865	95012
Salaire moyen mensuel R	20845	25476	35260	25254
Retraite moyenne R/mois	8723	9145	16709	9551
Prix moyen du m2 de logement neuf R	41500	43700	60550	60800
Minimum vital R	6078	6307	4835	4105

<sup>11</sup> Les Etats baltes devraient prochainement adopter la fréquence électrique commune à l'UE ce qui va de fait, couper leur réseau de celui de la Fédération russe.

<sup>12</sup> (<http://www.gosprogrammy.gov.ru/Main/ClientBin/Passports/37/2037.pdf>)



Taux de chômage % de pop. active	6,8	5,4	12,6	13,3
Médecins pour 10000 hab.	34,5	50 ,1	20,1	41,7
Criminalité enregistrée (pour 100000 hab par an	1609	1839	3000	2237

Source : Kommersant Vlast, 10/09/2012